

2012-02-15

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

### PROJECTIONS ÉCONOMIQUES POUR LA BELGIQUE

#### Actualisation de février 2012

---

Habituellement, la Banque publie deux fois par an, en juin et en décembre, des projections économiques pour la Belgique. Ces projections sont établies dans le cadre d'un exercice commun de la BCE et des banques centrales nationales de l'Eurosystème. Suivant le calendrier imposé par l'Eurosystème, la dernière édition des projections a été finalisée le 25 novembre 2011, avant que les mesures sur le budget fédéral ne soient annoncées dans le cadre de la formation du gouvernement. Les résultats en ont été publiés dans la Revue économique de décembre 2011.

Les données économiques publiées depuis la finalisation des projections confirment largement l'image que celles-ci présentaient, d'une période de stagnation ou de récession de faible ampleur de l'activité au second semestre de 2011 et au début de 2012. Toutefois, de manière plus fondamentale, les décisions annoncées dans le cadre de l'accord de gouvernement fédéral - tant pour le budget qu'en matière de réformes du marché du travail et du système de pension - modifient significativement les conditions économiques pour la Belgique.

Dès lors, dans le prolongement des nouvelles estimations relatives à 2011, qui sont présentées en détail dans le Rapport annuel, les projections relatives à 2012 ont également été actualisées, en tenant compte des mesures décidées et présentées de manière suffisamment détaillée par le gouvernement, et des effets de retour qu'elles induisent sur l'économie. Les hypothèses techniques et d'environnement international ont été maintenues inchangées par rapport aux projections publiées en décembre 2011.

**Tableau 1: Principaux résultats**  
(pourcentages de variation, sauf mention contraire)

	2011	2012	Révisions 2012 <sup>1</sup>
<i>PIB en volume</i>	1,9	-0,1	-0,5
<i>dont:</i>			
<i>Consommation privée</i>	0,8	-0,1	-0,3
<i>Consommation publique</i>	1,1	1,1	-1,9
<i>Investissements</i>	4,9	0,3	-0,8
<i>Exportations</i>	5,1	1,8	0,1
<i>Importations</i>	5,5	2,0	-0,1
<i>Emploi (variations annuelles moyennes en milliers d'unités)</i>	55,7	1,2	-17,2
<i>Taux de chômage (% de la population active)</i>	7,3	7,7	0,7
<i>Inflation totale (IPCH)</i>	3,5	2,6	0,2
<i>Indice-santé</i>	3,1	2,6	0,2
<i>Solde des finances publiques (% du PIB)</i>	-4,0	-3,4	n.
<i>Dettes publiques (% du PIB)</i>	98,6	98,9	n.

<sup>1</sup> Révisions par rapport aux projections décembre 2011.

Compte tenu de l'intégration des nouvelles données disponibles et de l'intégration des mesures du budget, la variation du PIB prévue pour 2012 a été ramenée à -0,1 %. En effet, l'évolution du PIB a été très légèrement négative au second semestre de 2011, et l'activité continuerait de stagner au début de 2012, un redressement très limité étant prévu dans la seconde partie de l'année. Dans ce contexte, les créations nettes d'emplois seraient très limitées pour l'ensemble de l'économie, de l'ordre de 1 200 unités. L'inflation s'établirait à 2,6 %, la révision de +0,2 point de pourcentage résultant intégralement des mesures du budget relatives aux taxes indirectes.

En matière de finances publiques, le besoin de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques s'établirait à 3,4 % du PIB. Ces projections se fondent sur toutes les données disponibles à la fin de janvier 2012 et tiennent compte des seules mesures budgétaires annoncées et clairement définies. Il s'agit notamment des mesures au sujet desquelles un accord a été conclu le 26 novembre 2011 dans le cadre de la formation du gouvernement fédéral et qui sont exécutées au travers du budget 2012. Elles prennent également en considération la décision de geler temporairement une partie des dépenses fédérales – jusqu'à concurrence de 1,3 milliard d'euros.

La révision des comptes des administrations locales, que l'ICN intégrera dans les chiffres qu'il publiera le 30 mars prochain, n'a par contre pas encore été intégrée dans ces résultats, pas plus que les mesures que le pouvoir fédéral et les communautés et régions prendront dans le cadre de leurs contrôles budgétaires portant sur 2012.

Les nouvelles projections de la Banque sont proches des résultats du budget économique publié récemment par le Bureau fédéral du plan, sous l'égide de l'ICN.

**Tableau 2: Comparaison des prévisions pour 2012**  
(pourcentages de variation, sauf mention contraire)

	PIB réel	Inflation	Solde budgétaire <sup>1</sup>	Date de publication
CE	0,9	2,0	-4,6	nov. 2011
OCDE	0,5	2,3	-3,2	nov. 2011
BNB	0,5	2,4	n.	déc. 2011
ICN	0,1	2,7	n.	fév. 2012
BNB	-0,1	2,6	-3,4	fév. 2012

<sup>1</sup> Pourcentages du PIB.

**Projections pour l'économie belge: synthèse des principaux résultats**

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2008	2009	2010	2011 e	2012 e
<b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)					
PIB en volume	0,9	-2,7	2,3	1,9	-0,1
Contributions à la croissance:					
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	2,0	-1,2	1,1	1,7	0,3
Exportations nettes de biens et services	-0,8	-0,7	1,2	-0,1	-0,1
Variation des stocks	-0,3	-0,7	0,0	0,4	-0,2
<b>PRIX ET COÛTS</b>					
Indice des prix à la consommation harmonisé	4,5	0,0	2,3	3,5	2,6
Indice-santé	4,2	0,6	1,7	3,1	2,6
Déflateur du PIB	2,2	1,2	1,8	2,3	2,8
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	3,5	4,0	0,0	2,5	3,9
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	3,6	2,8	0,9	2,7	3,2
Productivité horaire dans le secteur privé	0,1	-1,2	0,9	0,1	-0,7
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>					
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers de personnes)	79,1	-7,9	37,0	55,7	1,2
Volume total de travail <sup>1</sup>	1,5	-1,6	1,1	1,7	0,0
Taux de chômage harmonisé <sup>2</sup> (% de la population active)	7,0	8,0	8,4	7,3	7,7
<b>REVENUS</b>					
Revenu disponible réel des particuliers	2,2	2,9	-0,5	1,3	0,1
Taux d'épargne des particuliers (% du revenu disponible)	16,8	18,4	16,2	16,7	16,8
<b>FINANCES PUBLIQUES<sup>3</sup></b>					
Solde de financement (% du PIB)	-1,3	-5,8	-4,1	-4,0	-3,4
Solde primaire (% du PIB)	2,5	-2,2	-0,7	-0,7	0,2
Dette publique (% du PIB)	89,3	95,9	96,2	98,6	98,9
<b>COMPTE COURANT</b> (selon la balance des paiements, % du PIB)	-1,6	-1,7	1,5	0,2	0,4

Sources: CE, DGSIE, ICN, BNB.

<sup>1</sup> Nombre total d'heures ouvrées dans l'économie.<sup>2</sup> Pourcentage de la population active (15-64 ans), non corrigé pour les effets de calendrier.<sup>3</sup> Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure sur les déficits publics excessifs (EDP).